

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2125

Edition du
13 juin 2016

DANS CE NUMÉRO

Réforme de l'imposition des entreprises III: l'heure de vérité approche (Lucien Erard)

Aux Chambres fédérales, le projet RIE III entre cette semaine dans sa phase provisoirement finale. Et les cantons poursuivent la lutte en ordre dispersé

Croissance molle et chômage en hausse (Jean-Daniel Delley)

Ce que pourrait changer une économie du bien-vivre non obnubilée par le produit intérieur brut

Attention: imbroglios monétaires en Suisse (Yvette Jaggi)

Jean-Christian Lambelet signe un livre très personnel sur «*La politique de la Banque nationale et sa fortune*»

Commerce international et réfugiés, les contradictions d'un monde globalisé

(Invité: Adrien Fontanellaz)

Johann Schneider-Amman à Téhéran: business et intérêts stratégiques

Une étude se penche sur les films d'Henry Brandt réalisés pour l'Exposition nationale de 1964 (Pierre Jeanneret)

Alexandra Walther, *La Suisse s'interroge ou l'exercice de l'audace*, Lausanne, Antipodes, 2016, 124 pages

Réforme de l'imposition des entreprises III: l'heure de vérité approche

Aux Chambres fédérales, le projet RIE III entre cette semaine dans sa phase provisoirement finale. Et les cantons poursuivent la lutte en ordre dispersé

Lucien Erard - 12 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29460>

C'est un bien curieux drame qui se déroule à Berne à propos de [l'imposition des entreprises](#).

La menace d'un référendum socialiste a fait renoncer à la suppression du droit de timbre d'émission sur le capital propre ainsi qu'à l'impôt forfaitaire sur le tonnage des compagnies maritimes. Ils feront l'objet de projets séparés, donc d'éventuels référendums distincts.

Mais personne, au Parlement, ne remet plus en question ce qui représente le cœur du projet, à savoir la suppression des privilèges fiscaux accordés aux sociétés de capitaux qui ne paient aucun impôt cantonal sur les bénéfiques acquis à l'étranger. Tous les élus ont compris que ces avantages fiscaux, destinés à attirer ces entreprises dans notre pays n'étaient plus possibles, interdits par l'OCDE et le G20.

Sur quoi donc porte la discussion? Pour continuer d'attirer ou de conserver les entreprises dont il va falloir imposer les bénéfiques, on cherche à jouer sur d'autres réductions d'impôts - 80% sur les revenus de la propriété intellectuelle et des brevets -

les *patent box* - et sur les déductions des dépenses de recherche, imputées à 150%. Mais les enjeux sont ailleurs: dans les cantons qui doivent chacun décider de combien diminuer leurs impôts sur les bénéfiques des sociétés pour éviter que trop d'entreprises les quittent pour un autre canton ou pour l'étranger. Or, diminuer cet impôt c'est creuser le déficit des finances cantonales et communales ([DP 2088](#)).

Comme les cantons le demandent, le Conseil des Etats a décidé d'augmenter leur part au produit de l'impôt fédéral direct, au-delà de la proposition du Conseil fédéral et du Conseil national qui la fait passer de 17% à 20,5%, accroissant d'autant le déficit de la Confédération.

Alors que les cantons auraient dû s'accorder sur des taux d'impôt qui couvrent leurs charges, ils campent les uns et les autres sur leurs positions respectives, bien conscients du fait que leurs concurrents les plus dangereux se trouvent à l'intérieur du pays et pas au-delà de ses frontières.

Restaient, à une semaine de la fin de la session, deux

divergences de fond. Le Conseil national veut que les cantons qui le souhaitent puissent déduire du revenu imposable les intérêts notionnels - soit les intérêts théoriques sur le capital propre. Sur ce point, le Conseil des Etats s'est rallié, mais à condition que les dividendes soient imposés au minimum à 60%. En outre, le même Conseil des Etats maintient fermement sa propre volonté d'augmenter à 21,2% la part des cantons à l'impôt fédéral direct.

En conclusion, l'exercice coûtera cher à la Confédération comme aux cantons.

Le parti socialiste lancera-t-il finalement le référendum annoncé? Difficile de mobiliser l'électeur pour s'opposer à l'abolition des statuts spéciaux, suppression inévitable dans la conjoncture internationale actuelle. Difficile aussi de s'attaquer à la mise en œuvre - *patent box*, intérêt notionnel, soutien financier de la Confédération - dès lors que les enjeux véritables, [les futurs taux d'impôt cantonaux](#) et la concurrence entre cantons ne seront pas concernés par l'éventuelle votation référendaire.

Croissance molle et chômage en hausse

Ce que pourrait changer une économie du bien-vivre non obnubilée par le produit intérieur brut

Jean-Daniel Delley - 10 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29455>

Les prévisionnistes nous annoncent une croissance économique modeste pour 2016 et un taux de chômage en hausse. Mais ils se gardent bien d'aborder la seule question intéressante: quelle croissance pour quels objectifs?

Au maximum 1% pour [Lombard Odier](#), 1,1% pour le [Créa](#), 1,2% pour [l'OCDE](#), 1,3% pour [economiesuisse](#). Une croissance économique modeste qui, conjuguée à une productivité stagnante, devrait conduire à une hausse du chômage.

Le taux de croissance du PIB reste donc la référence absolue. Et pourtant ce chiffre magique ne progresse pas à une allure suffisante pour résoudre tous nos problèmes. Alors même que les moyens d'investir sont plus abondants que jamais et les conditions financières optimales: un deuxième pilier obèse qui accumule des surplus année après année, des taux d'intérêt au plus bas comme le prix du pétrole, sans parler de la banque centrale qui gonfle généreusement la masse monétaire.

Marian Stepczynski (*Tribune de Genève* du 7 juin dernier) parle de «*l'indéchiffrable rébus conjoncturel*». Aucune des explications proposées ne suffit à rendre compte de cette

stagnation durable.

Et si le modèle sous-jacent à notre conception de la vie économique était épuisé? Si la course à la productivité et l'appel à toujours plus de consommation nous conduisaient à un cul-de-sac? Le temps serait venu de considérer de manière critique cette boussole trompeuse qu'est le PIB ([DP 2113](#)), d'interroger le contenu de ce qui est censé faire notre richesse et de s'interroger sur les finalités souhaitables de l'activité économique.

En clair, la croissance ne peut être conçue sans référence à notre rapport à l'environnement naturel (qualité de l'air, de l'eau, des sols, usage ménager des ressources non renouvelables notamment). Elle ne prend sens que si elle offre des emplois en nombre suffisant. Et non pas en décidant le gel des embauches, voire la réduction des effectifs ou encore les délocalisations, comme l'ont pratiqué nombre d'entreprises. Enfin, la croissance doit contribuer au bien-vivre de tous, ce que ne reflète de loin pas les pourcents positifs affichés.

Appliquons ces critères à trois domaines d'une brûlante actualité.

Le tournant énergétique tout d'abord. Selon la [Fondation](#)

[suisse pour l'énergie](#), il permettrait de créer 85'000 emplois à l'horizon 2035. Plus largement, le secteur *cleantech* – les technologies qui contribuent à la protection ou à l'usage efficient des ressources – offre actuellement déjà 530'000 emplois, soit trois fois plus que l'industrie pharmaceutique, et connaît une forte progression. Avec à la clé les avantages financiers et environnementaux de se libérer des énergies fossiles. Ce qui n'empêche ni la droite parlementaire ni les organisations patronales de combattre avec vigueur la stratégie énergétique 2050 et toute tentative de promouvoir [une économie circulaire](#) au nom de la croissance et de la compétitivité des entreprises. Et d'autoriser la poursuite de l'exploitation de centrales nucléaires hors d'âge et qui produisent à perte.

La formation ensuite. Les autorités fédérales et cantonales ne pensent qu'en termes d'[économies budgétaires](#). Limitation du nombre de classes de maturité, vacances prolongées par exemple à Lucerne, alors qu'il faudrait au contraire investir dans la formation de base comme dans la formation continue pour préparer et mettre à jour les compétences nécessaires à la transition vers une économie durable, c'est-à-dire qui ne mette pas en péril

les bases mêmes de la création de richesse.

Troisième illustration: la mobilité. La Suisse persiste à investir des dizaines de milliards dans les infrastructures routières comme si, au cours des prochaines décennies, son volume allait continuer de croître de manière continue - comme si la nature de la mobilité n'allait pas changer de manière radicale. Or les études montrant que la mobilité douce crée beaucoup plus d'emplois que la construction d'axes routiers et le percement de tunnels ne manquent pas. Ainsi l'OCDE, une institution

intergouvernementale pas particulièrement verte, a publié en 2002 déjà une [étude](#) montrant les avantages d'une mobilité douce en termes de qualité de vie et de protection de l'environnement. Le scénario de la mobilité douce - respect des engagements européens de protection de l'environnement d'ici 2030 (lutte contre le bruit et la pollution de l'air, protection des sols et du climat) - ne conduirait pas à une diminution de l'emploi par rapport à un scénario de laisser-faire. De plus il réduirait de 80% les coûts externes du trafic motorisé (accidents, pollution,

bruit en particulier), coûts qui bien entendu viennent grossir le PIB! En outre, la mobilité douce contribue à la relocalisation de l'économie et atténue les disparités régionales. A garder en mémoire lorsque des grands travaux d'équipement routier nous sont vendus au prétexte de stimuler la croissance.

Ces trois exemples n'épuisent pas la transition vers une économie du bien-vivre ([DP 2113](#)). Mais ils pourraient constituer les premiers pas dans cette direction, sur des dossiers où la Suisse est en train d'enclencher la marche arrière.

Attention: imbroglios monétaires en Suisse

Jean-Christian Lambelet signe un livre très personnel sur «*La politique de la Banque nationale et sa fortune*»

Yvette Jaggi - 13 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29464>

«*Croyez-le ou non, mais tout dans [ce livre](#) a été fait en dix semaines.*» Belle performance d'auteur réalisée en tout juste le double de temps qu'il aura fallu à Jean-Christian Lambelet pour mener, il y a 20 ans, une campagne électorale «*aussi harassante qu'interminable*» dont il garde un souvenir amer.

Privé de Conseil d'Etat vaudois par un «[pasteur communiste](#)» dont il ne prononce pas le nom, le professeur Lambelet revient alors définitivement à son sujet de prédilection, l'économie monétaire, incarnée par l'institution qui le fascine, la

[Banque nationale suisse](#) (BNS). La matière du livre dépasse largement son titre, *Le franc fort*, qui accroche par son actualité.

En décembre 2015, il s'installe au clavier. Dès février dernier, il met en circulation restreinte un manuscrit original sur les rapports qu'entretient la Suisse, population et autorités réunies, avec sa monnaie, ses réserves d'or et de devises, sa propre souveraineté et, bien sûr, sa très honorée Banque nationale. L'institution contribue à l'image de la patrie du franc et fournit, sauf

exception, année après année d'appréciables bénéfices répartis entre la Confédération pour un tiers et les 26 cantons pour le reste.

Féru d'histoire, l'auteur fait de nombreux allers et retours entre le présent et le passé récent. D'où il résulte que les mêmes situations et «*péripiéties conjoncturelles*» se répètent imparablement: seules varient la périodicité et l'ampleur des épisodes ainsi que la correction éventuellement apportée.

En 1978, la surévaluation du franc par rapport au dollar et

au mark était plus spectaculaire que celle qui a déclenché l'instauration du taux plancher vis-à-vis de l'euro en 2011, délimitation brusquement abolie le 15 janvier 2015. Une suppression qui n'a pas éliminé toute intervention de la BNS pour contrecarrer la tendance du franc suisse à s'apprécier, comme en témoigne le gonflement des réserves de change de la BNS au cours de l'an dernier, qui sont passées de 469 à 560 milliards de francs (588 milliards à fin avril 2016).

Approche personnelle

L'économie monétaire est une science non exacte, dont la pratique et l'étude sont fortement influencées par les opinions et les personnes. Jean-Christian Lambelet a ses têtes et ne s'en cache pas.

Ainsi, avec un mélange de reproche et d'envie, il rappelle que, par un simple cahier de recherche, son «*collègue et néanmoins ami*» Thomas von Ungern-Sternberg a déclenché en 1996 toute la polémique sur l'or excédentaire de la BNS. Cette vaste controverse a débouché finalement sur une vente à motivation politique de 13'000 tonnes du précieux métal entre 2000 et 2005 au prix de 15'600 francs le kilogramme – alors que la BNS en liquidait de sa propre initiative 250 tonnes supplémentaires entre 2007 et 2008, au prix moyen de 27'000 francs le kilo. Les 21 milliards produits par la première vente voulue par les autorités

fédérales ont profité aux cantons tandis que les 5,6 milliards de la seconde, spontanément organisée par la BNS, sont passés dans ses réserves monétaires.

Sur les quelque sept présidents de la direction de la BNS en poste dans les quarante dernières années, deux seulement semblent avoir eu le [calibre requis](#), soit Félix Leutwyler (1974-1984) et Jean-Pierre Roth (2003-2009). Côté chefs économistes, c'est le premier d'entre eux, Kurt Schiltknecht, «*le seul monétariste jamais inscrit à un parti socialiste*», qui a droit aux plus vifs éloges, y compris sans doute pour ses articles paraissant régulièrement dans la *Weltwoche*. Autre chroniqueur fidèle de l'hebdomadaire proche de l'UDC, Peter Bodenmann, ancien président du PSS, recueille en revanche une volée de bois vert pour le caractère simpliste de ses recettes: «*A l'entendre, la BNS n'aurait qu'à intervenir constamment pour protéger l'emploi en Suisse!*»

Mais le professeur Lambelet ne fait pas seulement dans l'appréciation des personnes. Son livre retient aussi l'attention par l'efficace originalité de sa présentation: une quarantaine de courts textes illustrés de tableaux compréhensibles, complétés par un appendice technique destiné aux spécialistes.

Autre surprise: le renoncement à la bibliographie usuelle dans tout ouvrage académique, remplacée par la liste

alphabétique des seize personnes, toutes francophones, qui ont d'une manière ou d'une autre contribué au travail de l'auteur. Lequel tient à assumer chaque mot ou chiffre et le précise en dernière ligne de son livre (p. 173): «*Tout dans cet ouvrage n'engage que ma responsabilité.*»

A noter aussi la simplicité et la transparence des méthodes d'analyse et de prévision de Jean-Christian Lambelet. Il détaille ses exigences, énumère les conditions de validité, livre les clés de ses raisonnements, donne le détail de ses calculs personnels que tout incrédule peut vérifier moyennant des connaissances en économétrie.

Risques identifiés et calamité sans précédent

Les séries statistiques, intéressantes en elles-mêmes, gagnent en valeur explicative et prédictive quand on les confronte pour établir des corrélations. C'est ainsi que, pour les années 1991 à 2015, la croissance à court terme et les fluctuations conjoncturelles, mesurées par les taux de croissance annuels du produit intérieur brut en termes réels, résultent de quatre déterminants distincts. Classés par ordre dégressif d'importance, ces facteurs sont les suivants: la conjoncture dans les pays de l'OCDE (37%), les gains structurels de l'économie suisse par rapport à ceux des autres économies de la même OCDE (24%), l'évaluation du franc au regard des autres monnaies de

référence (20%) et enfin les divers chocs aléatoires et événements par nature imprévisibles (environ 20%).

Voilà qui remet les choses en place, mais n'aide pas vraiment à prévoir les conditions de vie de la Banque nationale dans les 12 à 24 mois à venir. Même si l'inflation ne semble pas menacer, la stabilité des prix demeure l'objectif prioritaire assigné par la loi à la BNS.

Quant à la déflation, dont certains pressentent la survenance secrètement visée par la Banque centrale européenne, elle ne devrait pas développer des effets catastrophiques du type crise des années 30, même si les taux négatifs d'inflation devaient dépasser durablement les 2% qu'ils n'ont pas atteints, ni en Suisse ni dans les alentours du moins.

En revanche, pas de doute sur un point: *«Le niveau actuel des taux d'intérêts à court et long terme est une calamité sans précédent, pas encore pleinement reconnue comme telle.»*

Et le professeur Lambelet d'expliquer en onze points les risques courus dont on repère les principaux: les banques ne veulent plus prendre de risques; les caisses de pension et autres institutions à base de capitalisation sont frappées de plein fouet; les collectivités tendent à s'endetter sans penser au retournement qui surviendra tôt ou tard; les banques centrales acceptent de servir d'oreiller de paresse pour les gouvernements; des

«propositions extravagantes» se glissent dans le débat – à commencer par le projet irréaliste d'imposer *«l'argent plastique»* en lieu et place du paiement en espèces, sous prétexte que le *cash* traditionnel peut servir de véhicule financier pour toutes les corruptions et autres affaires souterraines, notoirement facilitées par les grosses coupures.

Encouragées par les politiciens et leurs électeurs, *«qui craignent comme la peste le moindre fléchissement de conjoncture»*, les banques centrales et internationales émettent à tour de bras, pour relancer les économies languissantes, investisseurs et consommateurs confondus. Alors que ces institutions devraient s'appliquer, selon Jean-Christian Lambelet, à normaliser les taux d'intérêt. Bref, les yeux vissés sur les ventes des véhicules à moteur et des grandes surfaces, elles privilégient le court terme sur le long terme, elles assurent *«le triomphe de l'autruche»*.

Manne tranquille au lieu de fonds souverain

Il incombe évidemment à la sage BNS de résister aux facilités contemporaines et de garder les yeux fixés sur la ligne d'horizon, celle du moyen terme à tout le moins. L'institution ne manque pas d'atouts à cette fin.

Certes, il est difficile pour un petit pays, nain au sens du PIB total sinon par habitant, de mener une politique de géant

autonome. Mais la Suisse se montre ultra-compétitive, même au temps du franc fort. Et ses réserves de change représentent le taux record – dépassé uniquement par la *«ville-Etat»* de Hong Kong – de 86% du PIB nominal, contre un faible 5% dans la zone euro et un minuscule 0,7% aux Etats-Unis.

Aux yeux du farouche défenseur du libéralisme qu'est Jean-Christian Lambelet, cette relative solidité de la Suisse et de sa banque centrale recèle un risque majeur. En effet, les fabuleuses réserves de change constituent une masse de manœuvre que les politiciens pourraient avoir envie d'entamer, par exemple pour créer un fonds souverain. Une idée trop séduisante pour être juste, exécutée en trois coups secs.

Primo, la Suisse ne dispose pas d'une ressource naturelle épuisable, du type pétrole par exemple, dont on puisse utiliser les revenus présents pour financer la création de valeurs d'avenir. Deuxièmement, les fameuses réserves de la BNS constituent de fait, sinon de droit, un fonds souverain à gérer selon les principes avérés de prudence, de diversification et de neutralité, en évitant les *«risques inconsidérés et le favoritisme toxique»*. Enfin, ces réserves jouent présentement le rôle d'une *«manne tranquille»* qu'il faudrait pouvoir activer en cas d'isolement de la Suisse, au pire des cas de *«rupture dommageable avec l'UE»*.

Dans sa concision, l'argumentaire frappe juste, dénonçant le caractère illusoire de l'éventuelle création d'un fonds souverain, particulièrement inapproprié dans le cas de la Suisse.

Sauf que l'idée de cet instrument fondamentalement nuisible garde tout son pouvoir de séduction, par-delà les clivages idéologiques, comme on a pu encore le vérifier tout récemment avec les opinions concordantes émises par deux personnalités d'horizons opposés. Dans une interview

donnée au *Tages-Anzeiger*, [Stéphane Garelli](#), professeur à l'IMD, propose de financer des infrastructures, telles qu'écoles et hôpitaux, à l'aide du fonds souverain de fait – sinon de droit – domicilié à la BNS. Et voici que cette tocade, fort mal accueillie par les lecteurs du grand quotidien zurichois, reçoit l'appui de principe de [Peter Bodenmann](#) qui tient l'idée du professeur Garelli pour «une perche tendue à la gauche», en conclusion de son algarade adressée aux dirigeants du PSS, accusés d'immobilisme face à l'anémie économique présente.

Opinion contre opinion, le professeur Lambelet s'acharne à défendre les belles réserves de change de la BNS contre les convoitises des politiciens – et contre les fantaisies des professeurs et autres chroniqueurs. Dans le relatif mélange actuel de désarroi et d'activisme, les responsables de la banque centrale suisse sont appelés à tenir plus fermement que jamais le cap donné par le législateur et à éliminer l'un après l'autre les avatars d'un fonds souverain à l'helvétique.

Commerce international et réfugiés, les contradictions d'un monde globalisé

Johann Schneider-Amman à Téhéran: business et intérêts stratégiques

Invité: Adrien Fontanellaz - 07 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29444>

Entrée dans sa phase finale en [2013](#) à Genève, la négociation multilatérale en vue d'éviter le développement d'un armement nucléaire en Iran s'est conclue en [2015](#) à Vienne. Les sanctions qui frappaient cet Etat sont en voie d'être levées.

Et dans un monde où la compétition entre Etats se joue aussi dans l'obtention d'un accès privilégié à de nouveaux marchés, les contacts de haut niveau entre délégations politico-économiques occidentales et iraniennes se multiplient.

La récente [visite en Iran](#) du président de la Confédération, à la tête d'une délégation d'hommes d'affaires suisses, paraît donc tout à fait opportune. Les contrats à venir seront bienvenus pour des entreprises exportatrices durement touchées par le franc fort et un contexte économique mondial largement morose.

Si, *a priori*, tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes, il convient de prendre en considération une série de facteurs géopolitiques dont les effets n'épargnent pas la Suisse, dans un contexte où

une autre globalisation, celle des conflits, répond à celle plus souvent évoquée de l'économie.

S'il est de notoriété publique que, par son soutien au régime de Bachar el-Assad, l'Iran joue un rôle majeur dans la guerre civile syrienne, l'étendue de cette implication reste largement sous-estimée et prend plusieurs dimensions.

Sur le plan militaire, au nombre déjà important de conseillers de la force Al-Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique – les célèbres Pasdarans – présents

en Syrie depuis 2011, se sont ajoutés nombre de soldats issus des unités conventionnelles de cette même institution, puis, plus récemment, [des militaires issus de l'Artesh](#), l'armée régulière. Surtout, les Pasdarans organisent et synchronisent le déploiement d'un véritable conglomérat de milices [composées de chiites irakiens et pakistanais, mais aussi de Hazaras afghans](#) réfugiés en Iran et recrutés pour la cause, alors que les forces du Hezbollah libanais – massivement soutenu par Téhéran depuis des décennies – y jouent aussi un rôle crucial de par leur efficacité.

D'autre part, le régime syrien n'est plus en mesure de se financer directement, ce qui nécessite des injections de fonds massives de la part de Téhéran.

Sans l'intervention iranienne – comparativement bien plus importante que celle de la Russie pourtant plus souvent évoquée – le régime de Bachar el-Assad n'aurait tout simplement pas pu survivre aussi longtemps. [L'ancienne armée arabe syrienne](#) s'est par exemple fractionnée en un conglomérat de milices.

Bref, l'effort consenti par la République islamique est immense et [se chiffre en milliards de dollars](#) chaque année, et ce sans compter les lourdes pertes subies par ses combattants.

De plus, la même force Al-Quods reste un acteur central sur la scène irakienne, car elle soutient [nombre de milices chiites locales](#) capables de mobiliser un nombre d'hommes comparable à celui de l'armée irakienne.

Outre des motifs d'ordre géopolitique, cette implication de la République islamique inclut aussi une dimension politico-religieuse spécifique – les combattants chiites ne se battent pas en Syrie au nom du baasisme ou de Bachar el-Assad mais, entre autres, pour la défense de lieux saints du chiisme. Bien entendu, les exactions commises tant par le régime syrien que par les milices chiites irakiennes ne font que renforcer la propagande manichéenne caractéristique du Groupe Etat islamique.

Ces interventions iraniennes contribuent à prolonger et à envenimer des conflits enchevêtrés dont l'une des

conséquences est un flot croissant de réfugiés. Nombre de ceux-ci cherchent le salut en émigrant vers l'Europe et l'actualité récente montre à l'envi que cette vague migratoire a des conséquences politiques majeures dans les pays européens concernés, parmi lesquels figure la Suisse. Il est prévisible que des conséquences économiques suivront.

Des investissements dans l'économie iranienne – aussi justifiables soient-ils à d'autres égards – ne peuvent que contribuer à financer les aventures militaires du régime des mollahs, et ce d'autant plus que les Pasdarans sont [aussi un acteur majeur de cette économie](#) du fait de la myriade d'entreprises qu'ils contrôlent.

Il ne fait aucun doute que cette contradiction entre intérêts économiques suisses de court et de long terme ne peut être résolue par des réponses simplistes. Mais elle mérite d'être soulignée, et ce d'autant plus qu'elle s'ajoute à une autre question régulièrement soulevée: celle de la pertinence des échanges économiques avec des régimes politiques qui violent notoirement les droits de l'homme.

Une étude se penche sur les films d'Henry Brandt réalisés pour l'Exposition nationale de 1964

Alexandra Walther, *La Suisse s'interroge ou l'exercice de l'audace*, Lausanne, Antipodes, 2016, 124 pages

Pierre Jeanneret - 08 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29448>

Si plusieurs ouvrages ont paru à l'occasion du cinquantenaire de l'Expo 64, aucun ne s'est penché spécifiquement sur la fameuse série de courts-métrages réunis sous le titre *La Suisse s'interroge* et projetés dans la section La voie suisse, donc au cœur de l'Expo.

Et pourtant qui, parmi les visiteuses et visiteurs de celle-ci, a oublié le visage triste du petit garçon, au terme de l'ennuyeuse promenade dominicale en «*bagnole*», racontée dans le seul épisode de fiction, *La course au bonheur*?

Rappelons d'abord que le cinéaste Henry Brandt (1921-1998) n'était pas un inconnu. Il s'était fait notamment remarquer par un moyen-métrage, *Les nomades du soleil*, en 1953, commandité par le Musée d'ethnographie de Neuchâtel, puis par le film *Quand nous étions petits enfants* (1961), tourné dans une classe d'école de la vallée de la Brévine, et qui avait remporté un beau succès.

Venons-en au concept qui présidait à l'Exposition nationale de 1964. Celle-ci avait pour but premier d'enfanter «*une prise de conscience du peuple suisse*» et d'énoncer les problèmes qui se posaient pour l'avenir. Au

contraire des Expositions nationales de Berne en 1914 et de Zurich en 1939 (la *Landi*), toutes deux à la veille d'un conflit mondial et qui se voulaient rassurantes, celle de 1964 s'était donné pour mission d'imposer une démarche réflexive au visiteur.

Mais le [livre d'Alexandra Walther](#) (issu d'un mémoire de licence) en montre bien les limites: «*Toute vérité n'est pas bonne à dire.*» On en eut une preuve éclatante avec le questionnaire Gulliver imaginé par Charles Apothéloz et son équipe, et dont les résultats, peu conformistes par rapport à une «*suissitude*» traditionnelle, furent interdits de publication!

Remarquons aussi que le cinéma était omniprésent à l'Expo, de la superproduction guerrière *Nous pouvons nous défendre*, projeté dans le pavillon de l'armée en forme de hérisson, aux nombreux films concernant l'agriculture ou l'industrie, en passant par *Les apprentis* d'Alain Tanner.

Avec la série commandée à Henry Brandt, on était dans un domaine plus sensible. Que montrait-il? La course à l'argent et aux biens matériels propres à la société de consommation, la dissolution des liens sociaux qui en résulte, le travail-opium, la pollution, le

développement urbain anarchique, la xénophobie envers les travailleurs étrangers. Un commentaire parfois ironique et la musique de Julien-François Zbinden accentuaient l'effet de choc que ces cinq courts-métrages devaient susciter chez le spectateur.

Or, tout l'intérêt de l'ouvrage d'Alexandra Walther est de montrer que les séquences finales (celles qui ont été effectivement vues par les visiteurs de l'Expo) furent le résultat d'âpres négociations, d'interventions politiques, pour ne pas parler de censure. Il faut dire que le comité directeur de l'Exposition était largement dominé par le Parti radical-démocratique.

Ces instances dirigeantes reprochèrent aux premières versions des films de manquer d'«*objectivité*», de n'être pas assez «*positives*»: elles enjoignirent à Henry Brandt de modérer ses critiques. Les choses empirèrent lorsque Hans Giger, représentant du Conseil fédéral, surnommé «*l'œil de Berne*», s'en mêla. Pour lui, l'Exposition devait présenter une vérité qui plaise à la Suisse officielle. Et comme celle-ci tenait les cordons de la bourse, le réalisateur fut forcé de céder sur quelques points. Il dut renoncer à certaines de ses

idées et de ses images.

Malgré ces contraintes, le visionnement successif de ces cinq courts-métrages agit tel un coup de poing sur le public!

Comme l'écrit dans sa postface Frédéric Maire, directeur de la Cinémathèque suisse: «Il y a dans le travail du cinéaste

Henry Brandt un double discours révolutionnaire. Dans son ensemble de films pour l'Expo, il dynamite le modèle social traditionnel et pose des questions sur l'avenir qui s'avèrent plus que pertinentes aujourd'hui encore. Mais surtout, à mon sens, il pose les bases esthétiques d'un profond

renouveau du cinéma. A travers un dispositif de projection/déambulation qui préfigure les installations d'aujourd'hui, il propose un cinéma profondément novateur, où la fiction et le documentaire s'entrelacent, se mêlent à des récits et des essais.»

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Réforme de l'imposition des entreprises III: l'heure de vérité approche

<https://www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2015/20150049/S5%20F.pdf>

<http://www.domainepublic.ch/articles/27909>

<http://www.nzz.ch/zuerich/unternehmenssteuerreform-iii-ich-weiss-dass-alle-auf-zuerich-warten-ld.88220>

Croissance molle et chômage en hausse

<http://www.bilan.ch/economie/croissance-suisse-stagnation-douce>

<http://www.letemps.ch/economie/2016/05/25/croissance-suisse-sera-modeste-jusqu-2017-note-crea>

<http://www.agefi.com/ageficom/suisse-economie-politique/detail/edition/online/article/lorganisation-de-cooperation-et-de-developpement-economiques-ocde-prevoit-pour-la-suisse-une-reprise-de-l-consommation-privee-et-des-investissements-la-faiblesse-des-taux-dinteret-et-une-428060.html>

<http://www.economiesuisse.ch/fr/article/les-perspectives-de-croissance-s%E2%80%99am%C3%A9liorent-malgr%C3%A9-une-%C3%A9conomie-mondiale-sur-la-retendue>

<http://www.domainepublic.ch/articles/28946>

<http://www.energiestiftung.ch/85000jobs/>

<https://www.letemps.ch/suisse/2015/12/03/suisse-economie-verte-attendra-jours-meilleurs>

<http://www.rts.ch/info/suisse/7347825-en-raison-des-coupes-budgetaires-la-formation-va-payer-un-lourd-tribut.html>

<http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/transports-verts/38135320.pdf>

<http://www.domainepublic.ch/articles/28946>

Attention: imbroglios monétaires en Suisse

<http://www.slatkine.com/fr/editions-slatkine/69560-book-07210755-9782832107553.html>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Josef_Zisyadis

<https://www.snb.ch/fr/>

[http://www.letemps.ch/search?keywords=Franc+fort\\$ion=7](http://www.letemps.ch/search?keywords=Franc+fort$ion=7)

<http://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/geld/die-leute-reiben-sich-die-augen/story/22940781>

<http://www.hebdo.ch/hebdo/chroniques/detail/la-chronique-de-peter-bodenmann-quand-levrat-et-nordmann-se-r%C3%A9veilleront-ils>

Commerce international et réfugiés, les contradictions d'un monde globalisé

https://fr.wikipedia.org/wiki/Accord_pr%C3%A9liminaire_de_Gen%C3%A8ve_sur_le_programme_nucl%C3%A9aire_iranien

https://fr.wikipedia.org/wiki/Plan_global_d%27action_conjoint

<http://www.bilan.ch/economie/johann-schneider-ammann-veut-stimuler-commerce-iran>

<http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/irans-army-suffers-its-first-casualties-in-syria>

<http://www.lorientlejour.com/article/968906/iraniens-chiites-irakiens-hazaras-afghans-et-hezbollah-pour-remplacer-linfanterie-dassad.html>

<https://warisboring.com/whats-left-of-the-syrian-arab-army-eec39485df43#.oigaefik3>

<https://www.bloomberg.com/view/articles/2015-06-09/iran-spends-billions-to-prop-up-assad>

<http://historicoblog3.blogspot.ch/2015/03/kataib-al-imam-ali-septembre-2014-mars.html>

<http://www.theguardian.com/world/2010/feb/15/financial-power-revolutionary-guard>

Une étude se penche sur les films d'Henry Brandt réalisés pour l'Exposition nationale de 1964

<http://www.antipodes.ch/medias-et-histoire/254-la-suisse-s-interroge>